

07-02-08

L'État précise ses intentions à Gandrange

Les propos tenus lundi par Nicolas Sarkozy sur une éventuelle aide à l'usine d'Arcelor-Mittal à Gandrange (Moselle) avaient un peu surpris. Aussi, le Premier ministre, François Fillon, s'est senti obligé de préciser mercredi sur RMC les contours d'une éventuelle intervention de l'État. Si le PDG, Lakshmi Mittal, ne veut pas investir, a-t-il expliqué « *il faut étudier d'autres solutions, et notamment la solution de cession de ce site, de reprise par d'autres industriels, et, le cas échéant, d'une intervention publique* » qui serait « *temporaire* » et « *de relais* ». Une référence explicite au mécanisme pour sauver Alstom en 2003. L'État y avait pris une participation avant de la revendre avec plus-value.

M. Fillon a justifié cette éventualité en soulignant le caractère « *stratégique* » pour la France de la production d'acier. « *On essaie d'abord de conduire une politique industrielle globale. En même temps, lorsqu'un secteur stratégique est menacé, on regarde si on peut empêcher que ce secteur stratégique disparaisse* », a-t-il déclaré. « *Aujourd'hui, avec Arcelor, la question se pose* », a ajouté M. Fillon, « *on ne veut pas voir des capacités de production d'acier disparaître.* » (AFP) ■